

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

CC/vg

Commission de la Culture

Procès-verbal de la réunion du 14 novembre 2011

ORDRE DU JOUR :

1. 6362 Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
 - Présentation du projet de loi
 - Désignation d'un rapporteur
2. Prise de décision au sujet d'une motion figurant au rôle des affaires de la Commission
3. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 24 juin 2011
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. Eugène Berger remplaçant Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Err, Mme Marie-Josée Frank, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer, M. Ben Scheuer, M. Serge Wilmes remplaçant M. Marc Spautz

Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture

M. Bob Krieps, du Ministère de la Culture

M. Matthias Naske, de la Philharmonie Luxembourg

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz

*

Présidence : Mme Martine Mergen, Présidente de la Commission

1. 6362 Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

Présentation du projet de loi

Madame la Ministre rappelle que le rapprochement des deux structures, la «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis, a déjà fait l'objet de deux réunions.

En effet, au cours de la réunion du 2 août 2010, Madame la Ministre avait exposé les conclusions du rapport d'expertise commandité par le Ministère de la Culture en vue d'explorer la création de synergies entre l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg (« OPL ») et la Philharmonie.

Il est rappelé que, suite à l'étude des deux experts, MM. Martijn Sanders et Laurent Bayle, il avait été décidé d'intégrer l'OPL et la Philharmonie dans une structure juridique unique. Cette intégration devait être préparée au cours d'une phase transitoire de 12 à 18 mois, pilotée par M. Matthias Naske, directeur général de la Philharmonie.

Au cours de la réunion du 24 juin 2011, Madame la Ministre a informé les membres de la Commission de la Culture sur l'état d'avancement du rapprochement des deux structures.

La signature par les deux entités d'une convention collective unique, en date du 30 juin 2011 a représenté une étape importante, voire essentielle, dans le processus de rapprochement et a permis d'enclencher la procédure législative nécessaire à la création de la nouvelle entité commune.

L'entrée en vigueur de la convention collective renégociée étant fixée au 1^{er} janvier 2012, le projet de loi sous rubrique (pour le détail duquel il est prié de se référer au document parlementaire afférent) vise à concrétiser le rapprochement par la mise en place d'une structure juridique unique qui prendra la forme d'un établissement public. La date d'entrée en vigueur de la loi est fixée au 1^{er} janvier 2012 afin de correspondre à l'entrée en vigueur de la convention collective.

Le projet de loi a ainsi pour objet de réorganiser l'établissement public dénommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » pour lui conférer, à côté des missions actuelles de la Philharmonie, celles de l'OPL et d'abroger les deux lois ayant été à l'origine des deux entités juridiques actuellement existantes.

Les missions de la nouvelle entité seront principalement subdivisées en deux volets, à savoir la gestion et l'exploitation de la salle de concerts, d'une part, et la gestion de l'orchestre, d'autre part. La nouvelle structure permettra de réaliser des synergies dynamiques à la fois sur le plan local, régional et international. Sur le plan artistique, des synergies pourront être créées au niveau de la planification, de sorte à optimiser la programmation autant de la salle que de l'orchestre.

L'établissement sera administré par un conseil d'administration composé de neuf membres et dirigé par un directeur général. Le personnel des deux structures en place au moment de l'entrée en vigueur de la loi sera regroupé au sein de l'organisation qui sera doté de procédures de contrôle de gestion interne. Les fonctions de direction et de gestion seront centralisées au sein d'une seule organisation, assumées par des personnes qualifiées et ainsi exécutées de manière efficace et rentable en termes de coûts.

Dans le cadre de la restructuration et de la réalisation d'une structure organisationnelle homogène, un budget unitaire consolidé a été préparé pour l'année 2012.

*

A l'issue de la présentation du projet de loi, chacun des députés présents reçoit une copie papier du nouvel organigramme. Il est précisé qu'en raison du caractère confidentiel de ce document, celui-ci ne sera pas annexé au procès-verbal.

Il est également convenu de fournir aux membres de la Commission un texte qui met en évidence tous les changements opérés par le projet de loi, par rapport au texte d'origine.

Désignation d'un rapporteur

Ce point est reporté à une réunion ultérieure.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- A la remarque que, d'après l'article 4, l'organigramme ainsi que la grille des emplois font partie des décisions que l'établissement soumet pour approbation au Conseil de Gouvernement, Madame la Ministre rétorque que ces dispositions sont conformes à l'instruction de 2004 sur les établissements publics.
- Plusieurs membres de la Commission donnent à considérer que la dénomination « Philharmonie Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » serait plus adéquate et reflèterait davantage les missions attribuées à l'établissement suite à la réorganisation. Madame la Ministre affirme que le terme « Salle » est un terme consacré désignant toute l'organisation, autant la salle de concerts que l'orchestre. En tout état de cause, le changement de dénomination devra faire l'objet d'un amendement.

D'après Madame la Ministre, la conservation des termes « Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » est indispensable et la suppression de « Henri Pensis » est regrettable. Elle souligne toutefois que, dans l'usage linguistique, les termes « OPL » et « Philharmonie » continueront très vraisemblablement à coexister.

Une alternative pourrait consister à donner des noms aux trois salles. En effet, seule la petite salle porte la dénomination d'« Espace Découvertes », les deux autres salles étant désignées comme « Grand Auditorium » et « Salle de Musique de Chambre ». La première salle pourrait à l'avenir s'appeler « Salle Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et la deuxième salle pourrait s'appeler « Henri Pensis ».

- Il n'est pas d'usage de faire siéger des représentants du personnel au conseil d'administration d'un établissement public. En revanche il pourrait être envisageable de faire siéger des représentants du personnel dans un comité regroupant divers « stakeholders » et qui pourrait servir de forum de discussion. Par ailleurs, il existe bien entendu une représentation du personnel.
- La convention entre la Ville de Luxembourg et la Fondation Henri Pensis fera l'objet d'un avenant. La nouvelle entité pourra continuer à recevoir des dons, avec ou sans contrepartie.

2. Prise de décision au sujet d'une motion figurant au rôle des affaires de la Commission

Il est rappelé que, lors de la séance publique du 8 juin 2010, dans le cadre de l'heure d'actualité demandée par le groupe parlementaire « déi géng » sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel, M. Claude Adam a déposé une motion. Lors de la même séance, la Chambre des Députés a décidé de renvoyer ladite motion devant la Commission de la Culture (cf. Annexes 1 et 2). Par courrier du 5 juillet 2011, la Commission de la Culture a été invitée à se prononcer sur la suite qu'elle entend réserver à ladite motion (cf. Annexe 3).

M. Claude Adam indique que l'objet de sa motion, à savoir « établissement d'un plan de développement pluriannuel à l'intention des instituts culturels » figure au programme gouvernemental 2009-2014. Il s'étonne que la motion n'ait pas été soumise au vote lors de la séance du 8 juin 2010, et ait été, au lieu de ça, renvoyée à la Commission de la Culture.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir que la motion ne vise pas à mettre en place une politique culturelle dirigiste, mais plutôt de faire un état des lieux des multiples infrastructures et des initiatives pour voir comment développer et exploiter l'existant. L'idée étant de faire un monitoring sur cette base.

Suite l'échange de vues, les membres de la Commission décident de revenir sur le sujet au cours d'une réunion ultérieure.

Ils recommandent par conséquent de maintenir au rôle des affaires ladite motion qui revêt toujours un caractère d'actualité. Une lettre dans ce sens sera adressée à M. le Président de la Chambre des Députés.

3. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 24 juin 2011

Le projet de procès-verbal de la réunion du 24 juin 2011 est adopté.

4. Divers

La prochaine réunion de la Commission de la Culture aura lieu le 1^{er} décembre 2011 à 10h30 avec l'ordre du jour suivant :

1. Entrevue avec Madame la Ministre de la Culture sur les relations entre la Fédération luxembourgeoise des éditeurs de livres et le Ministère de la Culture (courrier de Madame Anne Brasseur du 25 octobre 2011)
2. 6353 Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)
 - Rapporteur : Monsieur André Bauler
 - Elaboration d'une prise de position de la Commission

3. 6362 Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
– Désignation d'un rapporteur
4. Divers

Luxembourg, le 15 novembre 2011

La secrétaire,
Carole Closener

La Présidente,
Martine Mergen

Annexes :

- Annexe 1 : Copies de la motion déposée par M. Claude Adam et de la lettre de renvoi du 8 juin 2010
- Annexe 2 : Extraits du Compte rendu de la séance 34 du 8 juin 2010
- Annexe 3 : Copie du courrier du 5 juillet 2011



Luxembourg, le 8 juin 2010

Aux Membres de la Commission de la Culture

Madame la Députée,
Monsieur le Député,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en la séance publique de ce jour, la Chambre des Députés a décidé de renvoyer devant votre commission la motion N°1 de Monsieur Claude Adam relative à l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel avec différents acteurs du secteur artistique et culturel.

Je vous saurais gré de bien vouloir m'informer des suites que votre commission y aura réservées.

Veuillez agréer, Madame la Députée, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments très distingués.

Laurent Mosar
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information aux honorables Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 8 juin 2010
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

Luxembourg, le 8 juin 2010

Dépôt Claude ADAM

DÉI GRÉNG

Heure d'actualité développement
culturel pluriannuel

1

Motion

La Chambre des Député-e-s

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre de diverses mesures de politique culturelle dont l'établissement d'un plan de développement pluriannuel ;

considérant

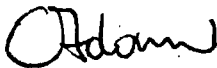
- que notre pays dispose entre-temps d'une multitude d'infrastructures, d'institutions et d'associations culturelles ;
- que différentes enquêtes ont recommandé des approches plus cohérentes et concertées en ce qui concerne la programmation et la promotion d'activités culturelles au niveau national, régional et local ;
- qu'une démarche globale au niveau des missions des différentes institutions culturelles fait toujours défaut ;
- que les différents acteurs culturels devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent ;
- l'impact considérable de la politique culturelle sur le développement social et économique de la société ;
- que toute action future au niveau de la politique culturelle gouvernementale devra avoir comme but principal la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays ;

invite le Gouvernement

- à faire élaborer le plan de développement culturel pluriannuel en y associant étroitement les différents acteurs du secteur artistique et culturel et en prenant en considération :
 - les différentes recommandations d'études et d'enquêtes ultérieures, notamment l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale ;
 - les structures et effectifs au sein du ministère de la culture ;

- la coordination entre les différents ministères et le secteur communal ;
- les différentes administrations et institutions culturelles ;
- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur ;
- le profil des différents instituts culturels ;
- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art ;
- l'accès à la culture des différentes couches sociales ;
- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes ;
- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

Claude Adam

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Adam' with a stylized flourish at the end.

hunn, notament déi Zweeegleisegkeet vun der Péitenger Streck an dee Projet, deen hannendrunhänkt - zweeegleiseg oder Neibau vun der Beeteburger Streck -, genau och aus deem do Grond gemaach gëtt. Dat gëtt eis och op de Schinnen zousätzlech Capacitéiten, fir, wann et da gebraucht gëtt, nach méi Zich kënnen do fueren ze loosson, wéi dat actuelement méiglech ass.

Dir gesitt also, datt vill Efforte gemaach ginn, fir där doter Problematik entgéintzekommen.

Merci.

M. le Président. - Merci nach eng Kéier dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, a mir kommen elo zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°68 vum Här Eugène Berger, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Plans sectoriels. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här President. An engem rezenten „Tageblatt“-Interview huet de President vun der LSAP-Fraktioun, de Lucien Lux, am Hibleck op d'Plans sectoriels gesot - an ech zitëieren dat, well ech et net méi auswendig am Kapp hunn -: „Und wo stehen die in Sachen Plans sectoriels? Im Oktober 2008 wurden diese von der damaligen Regierung vorgestellt. Wo wir diesbezüglich heute stehen, weiß niemand.“

Fir dann zur Konkursioun ze kommen, datt: „die größten Probleme die Luxemburg derzeit in Sachen Wettbewerbsfähigkeit hat, sind bürokratischer und prozeduraler Natur“. An d'Verantwortung heifir gesäit den Här Lux ganz kloer bei der CSV - ech zitëieren -: „Die entsprechenden Hausaufgaben liegen fast ausschließlich beim CSV-Minister“.

(Interruption)

Här President, wann ech dat richtig gesinn, da war dese Reproche vum Här Lux virun allem op den Nohaltegkeetsminister, den Här Claude Wiseler, geziel. Duerfir wollt ech dann him déi Fro stellen, well en awer och subsidiairement zoustänneg ass, net nëmme fir all déi aner Saachen, fir déi en haut de Mëtte schonn hei huet misse Ried an Äntwert stoen, mä och fir d'Plan-sectoriellen.

Dat heescht, Här Minister, wou sti mer mat der Ëmsetzung vun deene Plan-sectoriellen? Wéi gesäit et mat der Uppassung, Harmoniséierung vun deenen eenzelne Pläng aus? Et war jo esou, datt bei dem Plan sectoriel «Transports» nach eng Rei Projeten am Widersproch ware mat dem Plan sectoriel «Grands espaces paysagers». Sinn déi Problemer geléist?

An dann, wéi gesäit et och aus mat der Uppassung oder Harmoniséierung vun de Plans sectoriels «Zones d'activités» aus? A weini kréie mer dann och endlech déi Kaarten op den Dësch geluecht, déi zu dem Plan sectoriels «Zones d'activités» gehéieren.

Merci.

M. le Président. - Merci dem Här Berger, a fir d'Lescht haut de Mëtteg nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Xavier Bettel (DP). - Elo sinn ech awer emol gespaant. Hat den Här Lux Recht, Här Wiseler? Hat e Recht? Hu se näischt gemaach?

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures. - Merci, Här President. Also, wann „niemand weiß“, wou ee mat de Plan-sectoriellen drun ass, da soen ech lech elo, wou mer mat de Plan-sectoriellen drun sinn. Ech wëll awer just soen, ech hu scho méi wéi eng Kéier erkläert, och an de Chamberskommissionen, wou mer an deene Prozeduren do dru sinn.

Dir wësst, datt d'Plan-sectoriellen am Kader vun där klassischer Prozedur, déi muss gemaach ginn, enger SUP - enger S-U-P - mussen ënnerluecht ginn; enger „strategischer Umweltprüfung“. Genau dat ass an deene leschte Méint geschitt. Déi Pläng sinn analyséiert ginn op hir Umweltverträglechkeet, an d'Resultater vun där Etüd, vun där provisoirescher SUP, déi si momentan do, déi si fäerdeg. Déi sinn och elo an deenen eenzelnen Departementer, déi eng Kéier dann déi Avant-projeten, déi hei an der Chamber virgestallt gi sinn, wäerten iwwerkucken, fir doraus déi noutwendeg Konkursiounen ze zéien.

Richteg ass, wéi den Här Berger et gesot huet, datt jo an den Avant-projeten, an dat war och gekennzeechent, eng Rei Kontradiktiounen dra waren, notament am Plan sectoriel «Transports» par rapport zum Plan sectoriel «des grands ensembles paysagers». Dat war gewosst. Déi Projeten, déi nach Problemer gestallt hunn, waren och mat Stärecher gekennzeechent.

Genau dorëms geet et elo, fir ze kucken, wat dann zréckgehele soll gi vun deene Projete respektiv wat aus de Plans sectoriels soll verschwannen. Deen Exercice, deen ass geplangt fir déi nächst Wochen, an da ginn ech dovunner aus, datt mer dat no der grousser Vakanz als Exercice fäerdeg hunn. Dee Moment muss och d'SUP dann un déi adaptéiert Plans sectoriels ugepasst ginn, fir datt den Dossier korrekt a komplett ass.

Déi normal Prozedur géif da virgesinn, datt mer géifen an d'offiziell Prozedur mat de Plans sectoriels goen, dat heescht, déi ganz Consultatioun maachen. Elo ass et awer esou, datt, wéi Der wësst, säit e puer Wochen en neie Projet de loi déposéiert ginn ass, deen d'Gesetzgebung iwwert den Aménagement du Territoire frësch mécht an deen u sech zwou Saache beinhalt.

Dat éischt, wat e beinhalt, dat ass eng Straffung vun de Prozeduren, wéi ee mat Plans sectoriels kann duerch esou Prozedure goen. Dat Zweet, wat e beinhalt, dat ass eng Fro, wéi mer mat dem Akaf respektiv den Expropriatiounen vun deenen Terrainen eens ginn, déi mer am Kader vun deene verschiddene Plans sectoriels an deenen do virgesinnene Projete brauchen.

Fir do déi noutwendeg Rechtssécherheet ze kréie respektiv fir do mat de Prozeduren esou schnell wéi méiglech virunzekommen, mengt d'Regierung, an dat huet se och der Chamber scho gesot, datt et sennvoll wär, mir géifen an déi richtige Prozedur mat de Plans sectoriels goen dann, wa mer deen neie Gesetzestext hätten, well dat eis déi Prozedur wesentlech kann accélérieren. Dat ass den éischte Punkt.

Elo weess ech awer, datt mer eng Rei Zäit verléieren, ier déi nei Gesetzgebung do ass, an ech weess och, datt, wann déi nei Gesetzgebung do ass, d'Gemengen am Fong dräi Méint hunn, fir déi Plans sectoriels ze aviséieren. Or, soen ech, dräi Méint geet duer, datt d'Gemenge se kënnen aviséieren, just, wa mer hinne der véier zesumme ginn. Dat ass natierlech relativ vill.

Fir deem do Problem entgéintzekommen, mengen ech, wär et sennvoll, datt mer géifen, soubal déi Plans sectoriels dann elo fäerdeg gestallt ginn op Basis vun deene Modifikatiounen, déi se duerch d'SUP da wärte kréien, datt mer eng Phas virdu schalten, déi zwar net an der neier Gesetzgebung virgesinn ass, mä déi wahrscheinlech eis respektiv haaptsächlech de Gemenge wärte hëllefen, an der Diskursioun virunzekommen an déi eis och kann dann erlaben, d'Chamber ze informéieren. An zwar schonn den Avant-projet, ier mer en offiziell déposéieren, eng Kéier de Gemengen zoukommen ze loosson, datt se kënnen kucke respektiv datt mer en explizéiere gi bei d'Gemengen, datt also déi Virbereedungsarbecht scho gemaach ass, datt se duerno an der offizieller Prozedur besser virukommen.

Op jidde Fall ass dat d'Intentioun vun der Regierung, fir esou schnell wéi méiglech déi Plans sectoriels an d'Realität ëmzesetzen. Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wär mer um Enn vun eiser Froestonn.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass elo eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Schafe vun engem Plan de développement culturel pluriannuel. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Angel an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorablen Här Claude Adam als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel

Exposé

M. Claude Adam (déi gréng). - Merci, Här President. D'Regierung ass jo gutt vertrauten, an d'Kulturministesch ass och do. Merci. Fein!

Plusieurs voix. - Ah!

M. Claude Adam (déi gréng). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Regierung hunn an deene leschte 15 Joer immens vill an déi kulturell Infrastrukturen zu Lëtzebuerg investéiert, an dat souwuel op nationalem wéi op regionalem Plang. Der Vollständigkeit an der Gerechtegkeet halber muss een natierlech och soen, datt och d'Gemenge vill Suen an déi kulturell Infrastrukturen investéiert hunn.

Déi viert Regierung hat am Joer 2005 eng Enquête iwwert déi regional kulturell Infrastrukture gemaach. Dës Enquête hat sech un all Gemengen aus dem Land adresséiert, a ronn 80% vun de Gemengen hunn hir Äntwerten erageschéckt, sou datt een ouni Problem ka soen, datt d'Äntwerte representativ fir d'ganz Land sinn.

D'Zil vun dëser Enquête war et, fir eng Bestandsopnahm ze kréien: Wou hu mer Infrastrukturen? Wéi gesinn dës Raimleechkeiten aus? Wéi si se équipéiert? Wie mécht d'Gestioun? Wéi gi se genotzt? Gëtt den Encadrement vun enger professioneller Equipe gemaach oder mat Bénévoles? Gëtt et eng Programmierung? A wien zeechent do responsabel?

Den zweeten Objectif vun där Enquête war, fir iwwer eng Base de données kënnen ze verfügen, wou kulturell Acteuren am wäitste Sënn vun Wuert kënnen Informatiounen kréien, wa se e spezifesch Raum brauche fir e spezifesch Projet. Dat sollt awer eréischt méi spéit realiséiert ginn.

Duerfir meng éischt Fro un d'Madame Minister: Sinn déi Donnéeën, déi 2005 opgeholl gi sinn - et geet Rieds vun 257 kulturellen Infrastrukturen a 94 Gemengen -, sinn déi Donnéeën an deene leschte Joren aktualiséiert ginn a si se och disponibel fir déi Leit, déi am kulturelle Beräich schaffen?

D'Konkursiounen aus deem Rapport sinn net weltbewegend. Verschidden Aspekter verdéngen et awer, an Erënnerung geruff ze ginn.

Wat déi allgemeng kulturell Infrastrukturen uegt, esou ass d'Benotzen an d'Programmation praktesch ausschlieslech lokal bestëmmt. Dat ass logesch, well jo d'Gemengen haaptsächlech déi finanziell Laascht droen. Sou gëtt dann och festgestallt, datt déi regional Zesummenaarbecht genausou wéi déi grenzüwergreifend Zesummenaarbecht ze wënschen iwwer loossen. Dat ass ze bedauern, grad wéi ze bedauern ass, datt et eppes wéi eng kulturell Formation continue net oder nëmmen a ganz bescheidenem Ausmooss gëtt.

Positiv allerdéngs kann ee festhalen, datt mer allgemeng zu Lëtzebuerg gutt mat esou engem kulturellen Infrastrukture versuergt sinn.

Bei de spezialiséierte kulturellen Infrastrukture sinn emol fir d'Éischt déi 38 Muséeën opgezéit, déi et zum Zäitpunkt vun der Enquête gouf. Hei gëtt och vu Muséeën geschwat, déi méi oder weëneger an de Ver-

giess gerode sinn. Esou Muséeën hänke ganz oft vun eenzelne Persounen of, déi mat vill Engagement an och vill Wessen hir Iddi an dee Musée gegoss hunn. Dat gëllt besonnesch fir eng Rei Muséeën iwwert den Zweete Weltkriig.

Well ee Musée awer haut eppes Dynamisches muss sinn, wou eng engagéiert Equipe zesummeschafft an och iwwer en néidege Budget verfügt, stellt sech natierlech d'Fro, ob et eng Zukunft fir dës Musée gëtt, a wa jo, wéi dës Zukunft soll ausgesinn. Wéi geet et dem Réseau des Muséeën, deen am Januar 2007 geschaf gouf?

An der Etüd geet och Rieds vun den öffentliche Bibliothéiken an der Region. Et ass mer eng Freed, därfeen ze soen, datt et haut besser um Terrain gestallt ass, wéi zu där Zäit, wou d'Enquête gemaach ginn ass. Et gëtt méi Bibliothéiken, an d'Bibliothéike sinn zum gréissten Deel och gutt ausgerüst. D'Zesummenaarbecht tëschent de Bibliothéiken ass nach ëmmer net gutt genuch, mä et gëtt positiv Zeechen, an et gëtt zum Beispill mëttlerweil eng Associatioun vun den öffentliche Bibliothéiken, déi sech ënner anere och eng besser Zesummenaarbecht zum Zil gesat huet.

Am Verglach mat der Groussregion an aneren ziviliséierte Länner hu mir nach ëmmer large Defizite. Mir hunn zwar endlech e Bibliothéiksgesetz, ee Gesetz, wat och déi gréng matgestëmmt hunn. Mä duerfir geet awer och haut nach am Bibliothéikswesen näischt um selwen. A wann de Rescht vum Rapport vun der Enquête och e bësse verstëbt ass, dann ass d'Forderung no engem Entwécklungsplang fir e regionaalt a lokaalt Bibliothéiknetz nach ëmmer ganz aktuell.

Wann esou en Entwécklungsplang fir d'Bibliothéike gefeelt huet, a wann d'Zesummenaarbecht op deem Plang nach ëmmer am Ufankstadium ass, da gëllt dat ëmsou méi fir déi regional Kulturzentren. Mir schwätze scho laang hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Dezentraliséierung vun der Kultur. Datt d'Stad Lëtzebuerg de kulturelle Mëttelpunkt vum Land ass, dat dierf emol net de Problem sinn. Hei si jo och déi grouss kulturell Infrastrukturen, wat Theater, Musek a Muséeën uegt.

Jo, eise Premier huet eis souguer a senger Regierungserklärung versprach, mer kréichen dann endlech awer eng nei Nationalbibliothék an der Stad. Klammer op: Well mer dat schonn esou oft versprach kruten, hu mer de Message zwar mat Freed opgeholl, mä eis feelt de Glawen. Klammer zou.

Natierlech ass och d'Stad Lëtzebuerg een engagéierten a wichtege Partner fir d'kulturell Liewen. Niewent dem kulturelle Mëttelpunkt Stad Lëtzebuerg mat zum Beispill enger Philharmonie, déi onbegrenzt finanziell a personell Mëttelen ze hu schéngt, hu mer mëttlerweil ee praktesch flächendeckend Netz vu regionale Kulturzentren am Land opgebaut.

„Opgebaut“ ass vläicht e bëssen iwwerdräiw. Dat géif jo heeschen, et wär alles geplangt gewiescht. Et ass méi richtig, wa mer soen, ee regionale Réseau vu Kulturzentren wär entstanden. A fir datt dës regional Kulturhaiser hir wichteg Roll fannen, mussen se zesummeschaffen. Koordinatioun a Kooperatioun tëschent den Haiser, fir datt mer och ee kulturell räiche Programm baussent der Stad Lëtzebuerg offéieren kënnen; fir datt och an den eenzelne Regione vum Land méi wéi bis elo artistesch Kreatiounen kënn gemaach ginn.

Och hei ass schonn e wichtege Schrëtt vun de Concernéierte selwer gemaach ginn. Ähnlech wéi bei den öffentliche Bibliothéiken hu si sech an enger A.s.b.l. zesummegegoen, dem Réseau luxembourgeois des Centres culturels décentralisés, mam Zil, eng regelméisseg an intensiv Kommunikatioun ënnereneen ze féieren.

Vum Kulturministère aus misste jo eigentlech déi dräi Centres d'animation culturelle régionale bei der Koordinatioun, Médiatioun an Informatioun hëllefen. Hu sech dës Institutione bewäert? Wäre et sennvoll, dës dräi Zentren auszubauen, hir Ziel eventuell eropzesetzen, vläicht op sechs, esou wéi d'Land duerch d'JVL-Etüd a sechs Regioneen ageedeelt gouf?

Am Résumé kann ee feststellen, datt déi regional Koordinatioun a Promotioun vu



kulturellen Événementen misst verstärkt ginn, dass mir eng kohärent Approche missten annehmen, wat d'Strategie a Planung vun deene verschiddene kulturellen Instituter hei am Land betrëfft.

Et ass jo och net méiglech, an zéng Minutten op all Aspekter vun der kultureller Aarbecht anzugehen. Ech wëll just dorop hiweisen, dass et nach vill Kapitele gëtt, déi aus Zäitgrënn net kënnen hei vu mir undiskutiert ginn, obscho se et verdéngen. Zum Beispill d'Kino an d'Kinosproduktioune hei am Land, d'Wichtigkeet vun der Aarbecht, vun der kultureller Aarbecht, och vun der Jugendhaier, an natierlech och de Kontext Schoul a Kannerbetreuung a Kultur.

Kulturpolitik ass net just eng sektoriell Politik, mä och Gesellschaftspolitik a méischt sech an a Beräicher vun der Ëmweltpolitik, der Erziehung, der Économie, der Sozialpolitik an esou weider. Ech zitieren lech e Saz aus dem Manifeste pour un pacte culturel vom 2008, ee Saz, dee mech zumindest nodenkelech gemaach huet: «Car si la société luxembourgeoise, dans sa diversité et sa complexité, n'avait que le haut niveau de son PIB comme ciment unificateur, qu'en resterait-il après une sévère tempête économique?»

D'Kultur a kulturell Aktivitéit kënnen eis hëllefen, mat eiser Villfalt vu Sproochen, Identitéiten an Natiounen eens ze ginn, ouni an de Fanatismus ofzerutschen. D'Kulturpolitik hei am Land muss sech dohinne bewegen, fir nach méi eng räichhaltig an dynamesch kulturell Zeeen zu Lëtzebuerg ze kréien, a muss sech och aktiv dorën beméien, keng Leit, aus welleche Grënn och ëmmer, vun deem Prozess auszegrenzen. Besonnesch an Zäiten, wou dorop higewise gëtt, dass mir eis Dépense mussen iwwerdenken, ass et wichteg, sech de Wäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft an den Notze vun der Kulturpolitik ze rappeliere.

Mir begreifen duerfir, dass am Regierungsprogramm ënner anereem steet, dass d'Kulturpolitik transversal muss sinn an och aner Politikberäicher muss abezéien. An dës Iwwerleeunge féieren eis direkt zu dem Pacte culturel, dee virun de Wahlen vun alle politesche Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, ënnerschriwwen ginn ass. Mat dem Pacte culturel hu mir eis verpflichtet, fir en nationale Plang fir eng nohalteg kulturell Entwécklung fir Lëtzebuerg auszuschaffen. Dee Plang soll sech op engem Wäissbuch Kultur kënnen baséieren. An et soll och eng Budgetstudie derbäi sinn, déi de Finanzement vun der Ëmsetzung vun deem Programm duerstellt.

Esou e Wäissbuch ass et schonn eng Käier an der Kultur ginn, d'Wäissbuch vom Januar 1998. Dat Buch hat keng allze héich Welle geschloen, et pour cause. Mir sollen et dës Käier besser maache wéi 1998. Mir sollen de Plan de développement culturel pluriannuel vun Ufank un an enger Zesummenaarbecht mat den Acteuren aus dem kulturelle Sektore zuesammen ausschaffen.

Déi verschidde Recommandatiounen aus Etüden an Enquêtes, zum Beispill déi vun 2005, solle berücksichtegt ginn. Strukture vun den Effektive vun Kulturministère mussen kritesch hannerfrot ginn. D'Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Ministère, Administratiounen, Kulturinstitute an dem Secteur communal solle verbessert ginn. D'Professionalisierung vum kulturelle Sektore soll weider ënnerstëtzt ginn. Den Zougank zur Kultur soll ganz bewusst méi attraktiv gemaach gi fir all Mënsch, besonnesch fir Kanner a Jugendlecher. Kulturpolitik muss iwwert d'Grenzen ewechkucken.

Fir datt mer eppes Nohaltege och vun der Heur d'actualité hunn, wëllt ech an deem Sënn vun deene Fuereerungen, déi ech hei virgedroen hunn, eng Motioun hannerleeën, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre de diverses mesures de politique culturelle dont l'établissement d'un plan de développement pluriannuel;

considérant

- que notre pays dispose entre-temps d'une multitude d'infrastructures, d'institutions et d'associations culturelles;

- que différentes enquêtes ont recommandé des approches plus cohérentes et concertées en ce qui concerne la programmation et la promotion d'activités culturelles au niveau national, régional et local;

- qu'une démarche globale au niveau des missions des différentes institutions culturelles fait toujours défaut;

- que les différents acteurs culturels devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent;

- l'impact considérable de la politique culturelle sur le développement social et économique de la société;

- que toute action future au niveau de la politique culturelle gouvernementale devra avoir comme but principal la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays;

invite le Gouvernement

à faire élaborer le plan de développement culturel pluriannuel en y associant étroitement les différents acteurs du secteur artistique et culturel et en prenant en considération:

- les différentes recommandations d'études et d'enquêtes ultérieures, notamment l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale,

- les structures et effectifs au sein du Ministère de la Culture,

- la coordination entre les différents ministères et le secteur communal,

- les différentes administrations et institutions culturelles,

- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur,

- le profil des différents instituts culturels,

- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art,

- l'accès à la culture des différentes couches sociales,

- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes,

- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

(s.) Claude Adam.

Déi ass elo just vu mir ënnerschriwwen. Si steet op. Ech géif mech driwwer freeën, wann aner Kollegen déi géife matdroen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. D'Wuert huet elo als éischte Riedner déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Définitiv vum der Kultur gëtt et der vill. Duerfir kann et sinn, dass vill Leit verschidde Virstellungen an Iddien hunn dovun, wat Kultur ass.

Kultur soll net einfach l'art pour l'art sinn, mä si steet - an esou steet et am Regierungsprogramm - do als Vecteur fir d'Entwécklung vun onser Gesellschaft. Well nom Pacte culturel, deen den Här Adam ugeschwat huet, do kumt e Regierungsprogramm an e Koalitionsaccord. Dee kéint een elo ganz einfach verliesen. Da wiere meng fënnf Minutten och wéi näischt passéiert. Mä dat wier awer e bësse fantasielos.

Et steet och am Regierungsprogramm dran, dass d'Regierung géif e Plan de développement pluriannuel ausschaffen. Ech liesen dat allerdinge e bëssen anescht wéi déi gréng Partei, well dat sech a mengem Aen op d'Kulturinstitute bezitt, an net op déi verschidde Acteuren aus der Kulturzeen.

Iwwerhaupt, wéi mir d'Demande vun der grénger Partei an dem Wuertlaut ënnert d'Lupp geholl hunn, do hu mer net direkt gesinn, op wat si eigentlech erass wëllen, well wéi sot den Theodor Hauss: „Mit Politik kann man keine Kultur machen, aber

vielleicht kann man mit Kultur Politik machen.“

Dir schwätzt do vun nationalem, regionalem a lokalem Niveau. Mengt Dir déi professionell Strukturen oder déi net professionell? A bëiden Domänen ass jo awer esou munches geschitt. Sou gëtt et an de Regioneen e Service d'animation culturelle régionale, et gëtt de Plurio.net, den Internet-Portail, deen iwwert d'Kulturevenementer an der Groussregion informéiert an esou virun.

Ech wëllt och an deem Zesammenhang, wéi den Här Adam, un dat neit Bibliothékesgesetz erënnere, dat et lokale Bibliothéiken erméiglecht, op eng méi effikass Aart a Weis hire Bedierfnisser ze entsprechen.

Et muss selbstverständlech gekuckt ginn - an déi Beméiunge gi weider virgedriwwen -, d'Kultur méi accessibel fir all Schichte vun onser Bevëlkerung ze maachen. Mä esou, wéi dës Heur d'actualité ugefrot gouf, géif et heeschen, dass d'Politik d'Responsabilitéit hätt, fir dem Kulturmilieu vun uewen erof ze dikteieren, wéi dee misst funktionéieren. Mir sinn net där Meinung, well wéi seet dee gudden ale Lëtzebuerger Sproch: „Den leser kann ee bei den Trach féieren, mä drénke muss e selwer.“

Ech mengen net, dass dat d'Roll ass vun der Politik. D'Politik kann Infrastruktur schafen. Fir iwwerall uechtert d'Land den Acteuren um Terrain e Programm virzegeen, dat kann net hir Aufgab sinn. D'Politik kann nach Kollaboratioun an d'Kommunikatioun tëschent den Acteuren ënnerstëtzen a fërden, mä si ka sécher net méi wäit goen, well soss géif se jo eventuell op hir kënschtlersche Fräiheet awierken.

D'Politik ka selbstverständlech Réseauen opbauen. Esou Synergie gëtt et och, a meng fënnf Minutten loosse mer et net zou, der méi ze gi wéi d'Beispill vum Musée national d'histoire naturelle, mat verschidde regionale Muséeën, mat deenen anere Stater Muséeën a souguer an der Groussregion.

Ech mag mech iren, an et ass net dat, wat gemengt ass. Mä wéi gesot, mir kruten hei déi néideg Präzisiounen u sech net, wat gemengt war. Den Här Adam huet elo a senger Ried e bësse méi prezis gesot, wat eigentlech wëllt. En huet och eng Motioun, déi ech um Pabeier doleien hunn, virgestallt. Mä ech wëllt nach eng Käier op déi Kulturinfrastrukturen zréckkommen.

Ech wëll net op all déi sëlliche flott an architektonesche gelonge Centres culturels zréckkommen, déi iwwerengs a sämtlechen internationalen Opzielunge vun architektonesche moderne Wierker opgezielt ginn, déi mer a leschter Zäit hei an der Stad an am Land regional an national gebaut hunn: de Mudam, de Geschichts- an de Konschtmusée, d'Philharmonie, d'Abtei Neumünster, de Centre national de littérature, d'Rockhal, d'Schlass zu Buergelester, déi net nëmme hei am Land a ganz grouss Public unzéien, mä déi och iwwert d'Grenzen ewech d'Leit unzéien.

Dat ass et, wat wichteg ass. Mir sinn e klengt Land, a grad an der Kultur ass et wichteg, dass mer keng national Kulturuebschau ofzeien, mä dass mer ons mat onse Leit an de Grenzregionen an och an Europa ëmmer erëm harmoniséieren.

Et gëtt nach eng aner sëlliche Muséeën, nach vill Plazen am Land, de Musée des Mines, de Musée du Vin, deen een am Süden, deen aneren am Osten, a ganz vill flott Ausstellung. A wien zitt scho méi Leit u sät jore wéi d'Family of Man zu Veianen?

Mir hunn natierlech Suergkanner, wat ons Kulturpolitik ubelaangt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zu Clief!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Par-don, zu Clief, entschëllegt.

► **Une voix.** - D'Buerg zu Veianen, déi zitt och vill Leit un.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Déi zitt och vill Leit un, an de Sessellift, deen ass och zu Veianen. Merci, Här Gibéryen.

Ech wëll awer trotzdem nach un eis Suergkanner erënnere, dat ass ons Nationalbibliothék. Duerfir si mir ganz frou, a mir begreifen als CSV-Fraktioun ausdrécklech,

dass onse Premier a senger Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, dass de Projet vun der Nationalbibliothék soll realiséiert ginn an deemnächst...

► **M. Camille Gira (d'gréng).** - Mir sinn emol gespaant, wéini.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - En huet eng Joreszuel gesot, wann ech mech gutt erënnere, Här Gira. An net allze laanger Zukunft wäerte mer ons dann och Gedanken iwwert déi national Archive maachen.

Dat gesot, wollt ech elo net op d'Motioun aogen. Wann ech d'Motioun esou liesen, dann ass et e ganze Regierungsmalgam. Wann een d'Punkten allegueren opzielt, ass et eigentlech e ganz Buch oder eng ganz Rei vu Bicher. Duerfir wier et scho vläicht besser, wann een e bësse méi Präzisiounen hätt, well wann ech gesinn, wat d'Regierung do muss alles maachen, d'Strukturen an d'Effektive au sein vum Ministère de la Culture, d'Koordinatioun „entre les différents ministères“ - wat fir sollen dat sinn? -, „et le secteur communal“. „Les différentes administrations“ - wat fir eng? -, „et institutions culturelles“. „Les différents mécanismes de financement“ - do gëtt et der och eng sëllech - „gestion des activités“, „profil des différents instituts culturels“ - och do gëtt et der eng sëllech - „professionnalisation du secteur“...

► **M. le Président.** - Madame Mergen, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ma ech si grad nach um Här Adam senger Opzielung. Si ass zimlech laang, mä ech mengen, ech erspuere mer dat. D'Madame Kulturminister wäert sécher Stellung huelen zu där Motioun.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Merci, Här President. Bon, et ass eigentlech e ganz gutt Zeechen, dass mer eis haut mat deem Problem kënnen befaassen, deen den Här Adam opgeworf huet, dat heescht e gewëssene Manktum u Koordinatioun um Niveau vun der Offre culturelle hei am Land. Well, géif et dës Offer net an deem Mooss ginn, wier eis Kulturzeen net esou dynamesch an net esou diversifizéiert wéi se et sät gutt 20 Jore ass, géif och hei kee vu feelender Koordinatioun schwätzen.

Eis Kulturlandschaft zeechent sech effektiv, virun allem sät dem Kulturjor '95, duerch eng ganz staark Dynamik aus, awer och duerch eng grouss Diversitéit op nationalem, regionalem a lokalem Niveau, an et sinn elo just vun der Madame Mergen schonn eng Rei vun deene Projeten opgezielt ginn, déi an deene leschte 15 Jore gemaach gi sinn. Ech erspuere mer dat.

Mir hunn hei, an dat hunn ech vum Site vun der Regierung eraus, mir hunn hei landeswäit eng 386 regional Kulturinfrastrukturen, sief et Gemengebibliothéiken oder kommunal respektiv regional Kulturzentren, Muséeën, an esou weider, déi all hir Spezifitéit hunn a sech iergendwéi och kompléieren. D'Kultur ass a mengem Aen eppes ganz Lieweges, eppes wat sech, besonnesch wann ech un de Kënschtler denken, op d'Kreativitéit, d'Fräiheet baséiert. Wann et awer op där anerer Sait em Programmatioun a Finanzement geet, et scho vun enger grousser Komplexitéit ass.

An duerfir, ech muss dat och soen, stéiert et mech e bëssen, wann déi Gréng hei bedauern, dass d'Missions stratégiques vun deenen eenzelne Kulturinstitute net genuch prezisiéiert sinn, a wann dovou geschwat gëtt, dass d'Programmatioun vun deene verschiddene Institute misst op nationalem Plang iergendwéi organisiert ginn.

Ech muss éierlech soen, dat erënnert mech un Zäiten a Regime, déi fir d'Kultur ni förderlech waren. Ech ënnerstellen lech awer net esou Iddien - Neen! - mä ech wëll



nëmme soen, et muss een awer ëmmer sech esou Saache virun Aen halen. D'Programmatiou, a mengen Aen, muss deementsprechend absolut dem Subsidiaritätsprinzip ënnerleien, an net vun uewen erf diktéiert ginn an ageschränkt ginn. Et schéngt mer och duerfir schwéier, eng Programmatiou ebe vun engem Plan pluriannuel, dat heescht also op vill Jore am Viraus fir d'ganz Land festzeleeën.

D'DP steet weider fir eng Dezentralisatioun vun der Kultur, déi gewëss op lokaler a regionaler Ebene soll vum Stat, an dat bei totaler Transparenz, ënnerstëtzt ginn. Dës kulturell Offer muss allerdéngs kënne viabel sinn an och hire Public fannen. An duerfir sinn déi verschidden Träger, mussen se och responsabel sinn. Duerfir soll an eisen Aen eng verstärkt Vernetzung a Kooperatioun - jo! - tëscht deene verschiddenen Organisme favoriséiert ginn, ënnerstëtzt ginn, awer net imposéiert ginn!

Et géllt an eisen Aen och, d'Relatiounen am kulturelle Beräich tëscht de Gemengen an dem Stat ze verdéiwen, esou wéi dat mat ganz vill Succès tëscht der Stad Lëtzebuerg an dem Stat an de Kulturjoren 1995 an och 2007 funktionéiert huet, a wou d'ALAC, d'Associatioun luxembourgeoise d'action culturelle, eng vun de Konsequenzen ass, wou jo ebe just déi kulturell Offerte soll koordinéiert ginn. Et soll och wéi am Joer 2007, an dat sinn ech ganz d'accord, iwwert d'Grenzen eraus gekuckt ginn a weider Synergien an der Groussregioun ugestriift ginn.

Et ass jo och net esou, wéi wann a puncto Koordinatioun, Promotioun a Mediatasioun op regionale Niveau nach näischt geschitt wier. Et ass hei vun de Centres d'animation culturelle régionaux geschwat ginn. An do sinn ech ganz mat dem Här Adam d'accord.

Wéi ass et, Madame Minister, do mat de Konklusiounen, mat den Evaluatiounen, mat den Evaluatiounen an de Konklusiounen, déi aus deenen Etüde gemaach gi sinn iwwer eben, wat d'Centres d'animation culturelle régionaux am Norden, Süden an Oste bis elo bruecht hunn?

Mä mir dierfen awer - an dat läit mer awer besonnesch um Häerz - an där ganzer Diskussioun d'Haaptacteuren net vergiessen, ouni déi et keng lieueg Kulturlandschaft géif ginn, nämlech d'Kënschtler. A mir begreissen duerfir, dat d'Regierung an hirem Programm e Guichet unique pour artistes virgesäit, a wënschen eis eng Plattform, déi et den Artisten erméiglecht, sech och iwwert d'Grenzen eraus ze vermaarten.

D'DP steet weiderhi fir Diversifikatioun, Dezentralisatioun, Onofhängegkeet vun der Kultur, wat net verhénnert, dat déi eenzel Kulturinfrastrukturen sollen no transparente Kriterien ënnerstëtzt ginn, dat méi Wäert soll op Vernetzungen a Kooperatioun geluecht ginn, a fir d'Viabilitéit, d'Viabilitéit an d'Promotioun vum der Kultur hei am Land ze favoriséieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci, an als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Kapitel iwwer Kultur am LSAP-Wahlprogramm vum Joer 2009 mam Titel „Kultur als Integrationsfaktor“, do dra steet ganz kloer, dass d'Roll vun der Kultur doranner besteet, de gesellschaftlechen Austausch an den Zesummenhalt nohalteg ze förderen, an dass mer duerfir eng kloer politesch Zäitsetzung brauchen. An deem Programm schwätze mer eis och ganz dätlich fir en nationalen Aktionsplang fir eng nohalteg Kulturentwécklung mat verbindlechen Ziler an engem entsprecheenden Zäitplang aus.

Als LSAP-Fraktioun si mer duerfir och frou, dass am CSV-LSAP-Regierungsprogramm d'Opstelle vun engem pluriannuelle Kulturentwécklungsplang draestee. Ech kann also den Här Adam Merci soen, dass hien haut des Heure d'actualité initiéiert huet, fir

dass all Fraktiounen kënnen hiren Input ginn, wéi si esou e Plang gesinn, wéi ee kann esou e Plang opstellen a wat esou e Plang kéint beinhalten.

Ech erënneren och drun, dass de 6. Dezember 2009 all Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, de Pacte culturel ënnerschriwwen hunn, an domat si mer also en Engagement agaang. Iwwerens ass jo am Regierungsprogramm och viles ze fannen, iwwerdeit sech viles aus deem Pacte culturel an deem, wat gemaach ginn ass an deene leschte Joren an och elo gemaach ginn ass.

Dese Pacte culturel ass ervirgaang aus engem Manifeste culturel, dee vum Forum „Culture“, enger Aarbechtsgrupp aus der Zivilgesellschaft, vu Kënschtler, Konschtexperten, Leit, déi an der Kultur-an der Konschteezen schaffen, awer och Konschtereesséierte gemaach ginn ass, an dat an engem demokrateschen a partizipative Prozess. Dese Manifest an dese Pacte culturel sinn, menger Meenung no, nëmmen eng Etapp an engem Prozess, deen elo nohalteg weidergeféiert muss ginn.

Fir dass mer esou e Plan de Développement culturel - dee jo, wéi gesot, och d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet - kréien, kéinte mer zum Beispill, an dat ass elo eng konkret Proposition hei vun der LSAP-Fraktioun, zesummen ass Chamber, mat der Kulturministerin als Leaderin an hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter, der Société civile an den nationalen a regionale Kulturacteuren eng Zort États généraux de la culture organiséieren. Esou États généraux oder „Assises de la Culture“ - et ass am Fong egal, wéi een et nennt - kéinte folgend Aufgaben erfüllen: Si kéinten oppassen, dass d'Politik sech un d'Engagement hält, déi se par rapport zum Pacte culturel geholl huet. Et kéint een och e puer Schlësselproblemer intellektuell verdéiwen, wéi zum Beispill déi kreativ Économie, den Dossier vun der kultureller Bildung, déi kulturell Integratioun vun den NetLëtzebuerg, d'Gouvernance culturelle, d'Plaz vun der Kultur am Plan national de Développement durable.

Muer hu mer eng Diskussioun iwwert den Développement durable: Och do huet d'Kultur eng Roll ze spillen. D'Roll vun der Kultur an eisen internationale Beziungen an an eiser Entwécklungspolitik.

Eng weider Aufgab kéint et sinn, dass mer a Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg Etüden a Recherchen iwwert d'kulturell Liewen zu Lëtzebuerg förderen. Esou États généraux kéinten also e richtigen Espace public vun der Kultur ginn, an niewent den Aufgaben, déi ech elo grad opgezielt hunn, kéinte se sech och nach där duebeler Erausforderung stellen, déi d'Finanzkris an de Kultursektor geworf huet, a wéi een déi kulturell Acteure mat abënnert, fir eng Sortie aus där Kris ze fannen, an och mat abënnert, fir d'Opstelle vun engem nohalteg Kulturmodell fir Lëtzebuerg.

Menger Meenung no wier dës „Bottom-up“ an net „Top-down-Method“ de richtige Wee, fir en nationale Kulturentwécklungsplang opzestellen. Dëst géif och der Tatsaach Rechnung droen, dass d'Kulturpolitik - an dat kënnt jo och ganz dätlich aus dem Pacte culturel eraus - transversal muss gesi ginn. D'Kulturpolitik géiert hautdësdaags net nëmme méi ee Secteur, mä am Kader vun der Wëssensgesellschaft spillt déi kulturell Dimension eng wichteg Roll a villen anere Politiken, wéi zum Beispill der Éducatioun, der Jugendpolitik, der Économie, der Landesplanung an esou weider. Mir kéinten also esou och der Fuerderung vun Décloisonnement vun der Kultur Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, niewent menge Virschléi zur Opstellung vun engem Plan national de Développement culturel pluriannuel, wat jo den Objet vun dëser Heure d'actualité ass, nach e puer Punkten am Kontext Kulturpolitik ervirzeiwechen, déi fir eis Sozialiste ganz wichteg sinn.

Jorelaang ass zu Lëtzebuerg haaptsächlech den Akzent op d'Baue vu Gebaier fir Kulturinstitutionen an op de Konsum vu Kultur gesat ginn. Eiser Meenung no ass et elo un der Zäit, nach méi virdrun, an d'Kreatioun ze investéieren. E Land, wat innovativ wëllt sinn, an dat virun allem viru wëllt kommen, muss kreativ Leit hunn. Déi

innovativ Kreatioun muss zesummegoo mat der kultureller Forderung vu Stat a Gemengen.

D'Kreatioun ass eppes ganz Fräies. Stat a Gemenge sinn Institutionen, déi oft e contraignant Charakter hunn. Et géllt also hei e gemeinsamen Nenner ze fannen, an esou e bessere Kader ze schafen, fir d'Création artistique a culturelle hei zu Lëtzebuerg besser ze förderen. Mir dierfen an deem Kader och net vergiessen, de Statut vun den Artisten an och den Intermittants du spectacle vläicht ze reviséieren, ze adaptéieren an ze verbesseren.

Fir d'LSAP muss den Haaptakzent an der Kulturpolitik elo op d'Promotioun vu Contenu, Durabilitéit an Demokratiséierung gesat ginn. D'Demokratiséierung ass wichteg. Et huet eng CEPS-Studie gewisen, dass Leit, déi sozial méi schwach gestallt sinn, net ëmmer Accès hunn. Duerfir begreissen ech och all déi Efforten, déi d'Madame Minister gemaach huet, mat Associatiounen um Terrain, fir do dee Problem ze léisen.

Als Konklusioun muss mer duerfir surgen, als Politik, dass d'Kulturpolitik net un deene laanscht geplangt gëtt, déi se betrëfft, an dat sinn d'Konsumenten, d'Kënschtlerinnen an d'Kënschtler, an all déi, déi an engem Konschttetrib a Kulturbetrieb schaffen. Den Denkprozess iwwert d'Kulturpolitik an en nationalen Entwécklungsplang dierf menger Meenung no...

► **M. le Président.** - Här Angel, Dir misst awer elo lues mä sécher zum Schluss kommen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Et sinn nach zwee Sätz, Här President.

Deen Denkprozess dierf net ënner Ausschluss vun där bedeelegter Öffentlichkeit stattannen. Als LSAP proposéiere mer also, dass dat Thema hei vläicht an der Kulturkommission, wou mer da méi Zäit hunn, mat der Ministerin kann diskutéiert ginn. Mir kënne vläicht Leit vum Forum „Culture“ invitéieren, fir hinnen nozelauschteren, mat hinnen ze diskutéieren, an dann eng Method definéieren, wéi mer all zesummen, mam Lead vun der Ministerin, kënnen esou e Plang opstellen.

D'Kreatioun hunn ech ugeschwat. D'Fundament vun der Kreatioun sinn eng Nationalbibliothék, Archiven, d'Mémoire - an ech mengen, och vill Virriedner hunn dat ugeschwat -, mir dierfen déi zwou wichteg Institutionen net vergiessen.

An ech wëll ofschléisse mat engem Zitat aus dem Joer 1997 vum Lionel Jospin - an dat Zitat soll eis guidéieren -, hie seet: „La culture est l'âme de la démocratie.“

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. An elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech géif och mat engem Zitat ufänken: „La culture, c'est comme la confiture: moins on en a, plus on l'étaie.“ Ech mengen, dat Zitat vum Albert Camus dierft et op jiddwer Fall hei am Land net ginn. A mir sollen och duerfir kucken, dat dat, wat d'Regierung wëllt huet, nämlech fir en nationale pluriannuelle kulturellen Entwécklungsplang auszeschaffen, dat dat och soll Realitéit ginn. Do geet och Rieds vu Synergies d'actions. Ech wësst also och gären, wat dorënner verstane gëtt. Wa wëinstens déi grouss politesch Orientéierung kéinte bekannt ginn, ech mengen, dat wier eng gutt Saach.

Et ass och richtig, dat soll méi Koordinatioun a Kollaboratioun tëscht de regionalen an de lokale Bibliothéiken a Kulturhaiser entsoen. Mä ech géif awer och eng Prioritéit setze bei der internationaler a bei der regionaler Kollaboratioun tëscht de Muséeën, an do muss ech soen, do feelt et, do ass Mangelware, do feelt et u Méiglechkeeten an un Initiativen. Et gesäit een, dat et ganz vill Expositiounen ginn, déi quesch duerch Europa ginn. Si ginn iwwerall an all Haaptstied, sauf hei op Lëtzebuerg. Do muss mer aner Weeër goen, do mussen déi national Muséeën endlech Initiativen huelen, fir esou grouss Expositiounen erwiwerzeéien. An ech hoffen och, dat mat deem neie Centre Pompidou zu Metz eng gutt Kollaboratioun um regionale Plang wäert geschéien.

Wat d'Motioun vun deene Gréngen ugeet, do wëll ech just soen, dat si hei d'Regierung opforderen, dat ze maachen, wat am Regierungsprogramm steet, soss sinn et awer just e puer Considéranten, an duerfir kënne mer déi matdroen, well déi deet héchstwahrscheinlech der Regierung net allze wéi.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Kulturministerin Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ass et e bësse gaange wéi Einzelne vu menge Virriedner. Et war net esou evident erauszefannen, wourëmer et genau géif an dëser Heure d'actualité goen a wat ugefrot wier. Dat ass prezisiéiert ginn am Laf vun den Diskussiounen, an ech denken, dat do och an der Motioun, déi den Här Adam hannerluecht huet, mat senger Ënnerschrëft, eigentlech och alles dra prezisiéiert ass, wat hie wollt viséieren.

Hien huet geschwat, oder hien huet dat genannt: déi regional kulturell Entwécklung an e méijährige regionale Kulturentwécklungsprogramm ausschaffen. Dat steet och an der Regierungserklärung. Dat steet awer an engem anerer Form an der Regierungserklärung - en huet dat zitéiert gehat -, mä dat zielt an der Regierungserklärung fir eis Instituts culturels, wat kläschestatsverwaltungen an deem Sënn sinn, vun hirer juristescher Form hier. Dat ass also eppes anerers wéi dat, wat mer hei geschwat hunn.

Da kéint ech elo eigentlech déi ganz Regierungserklärung, wat am Kapitel Kulturministère steet, opzielen oder ofliesen. Ech mengen, do steet alles dran, wat hei ugeschwat ginn ass, a viles vun deem, wat hei gesot ginn ass, ass dorausser erausgehol. Ech wëll just zitéieren, zum Beispill, d'Transversalitéit. Dat sinn nämlech och all Keier Antworten op Froen, déi gestallt gi sinn, esou datt ech och do net nach eng Keier brauch separat drop anzegoen.

Transversalitéit, Forum des cultures, Plan de développement pluriannuel des instituts culturels, de Jugendpass, de Kulturpass, Culture à l'école et dans les programmes scolaires, dans les maisons de retraite, les maisons relais - wat fir mech och e wichteg Element ass vun Accès à la culture -, Professionnalisatioun vun den Acteuren, Mise en réseau des organismes culturels décentralisés, Coopération accrue tëscht verschiddenen Ensembles, an esou virun.

Domadder hu mer alles opgezielt, wat hei gefrot ginn ass. Domat hu mer och alles virdu schonn gesot a geschriwwen gehat, wat elo hei wollt thematiséiert ginn, wéi wann et nei wier. Et schéilt sech awer och aus där Diskussioun, déi mer elo grad hei haten - an doriwwer sinn ech natierlech frou -, dat mer eppes net wëllen, nämlech eng interventionistesche, dirigistesche Kulturpolitik op där enger Säit; an dat mer op där anerer Säit eppes wëllen: Koordinatioun, Synergien a Forderung vun Zesummeschaffen a vun der Kreativitéit. Mä dat kann ech selbstverständlech voll ënnerstëtzen an ënnerschreien, well dat och déi Uluecht ass, déi mer systematesch haten.

Well eent ass kloer an eent ass ganz sécher: Mir dierfe keng staatlech Kulturpolitik maachen, an deem Sënn, dat de Stat net kann de kulturellen Inhalt de Kulturschafenden diktéieren. Déi kulturell Kreativitéit huet hir evident Fräiheit an hir Fräiheit, fir sech auszudecken. Déi kënnschtesch Fräiheit ass dat, wat zielt. Jo, mir mussen wuel zentral heiansdo virgoen, awer och keng zentralistesche Roll spillen. Do muss een ëmmer gutt oppassen, dat déi Saachen net duerjerneegéit ginn. Well, wat ass d'Roll vum Stat? Nach eng Keier: Dat ass net diktéieren an et ass och net zentralistesche eppes imposéieren.

Mir hunn - et ass ugeschwat ginn - dee Livre blanc vun 1998, deen eigentlech haaptsächlech iwwer Infrastruktur gaangen ass, déi dee Moment amgaange waren, geschaf ze ginn. Ech soen lech dohier Merci, Här Adam, dat Der en ugeschwat hutt, well - wéi et ville Leit gaangen ass - vu dat déi Infrastruktur beschriwwen gi waren, déi dann amgaange waren, geschaf ze ginn, ass weider ni méi op dee



Rapport, op dee Livre blanc agaange ginn, an dofir hu ganz vill Leit deen och net kannt, well, wéi Dir gesot hutt, et och keen extrem grouse Wierf war.

En ass eigentlech ausgaange vun enger Approche vun zentralisteschem Dirigismus, an dat well ech net. Ech hätt gär, datt eis Zesummenaarbecht an eis Synergie gedroe gi vun den Haiser an den Acteuren um Terrain. Dofir hunn ech ëmmer favoriséiert eng Approche vun ennen no uewen, an net ëmgedréit: vum Terrain ausgoend.

Ech hu vill incitéiert, an dat ass datt zweet groust Wuert, wat ech well hunn: eng Politique d'incitation. Ech hu vill incitéiert, datt soll zesummeschaffen ginn. Dee Réseau vun de Centres culturels régionaux décentralisés, deen ugeschwat ginn ass, ass och op esou Incitationen hin entstanden. Mir hunn déi Festivalen, déi sech op esou Incitationen hin zesummedoen hunn, well ech datt dee méi richtige Wee fannen, wéi vun uewen erof ze dikteieren.

Synergie schafen a ganz besonnesch a ganz staark zesummeschaffen an Netzwerker schafen, datt ass effektiv dat, wat mer brauchen. Do huet sech vill gedoen um Terrain, well se och gesinn hunn, datt et kee Wäert huet, deen een op deen aneren datselwecht ze maachen, deeselwechten Dag, mä datt een dat op eng aner Aart a Weis ka flott zesummebréngen.

Natierlech muss mer secteurwüergeräifend schaffen. An et ass mer wichtig, datt d'Kultur vill méi an d'Schoul erakënnt. Et ass mer wichtig, datt mer sozial Initiativen huelen, an ech kéint lech der e ganze Koup opzielen hei. Mä ech weess, datt déi Zäit net dofir do ass an déi Heure d'actualité och net dorobber geméint ass. Datt mer an d'Altersheimer eragin, datt mer mat de Kliniken zesummeschaffen, datt mer besser un déi Jonk kommen, datt mer natierlech och hir Kreativitéit fördern an datt mer och mat anere Secteuren, wéi der Ekonomie, zesummeschaffen.

Dir hutt ugeschwat gehat..., et ass mer och wichtig, pardon - an dat ass jo och een Aspekt vun der regionaler Kulturförderung an där lokaler -, datt mir en Accès vun en alleguer zur Kultur hunn. Een Aspekt dovunner ass, wéi gesot, deen dezentraliséierten. Een aneren ass natierlech deen, op gewësse sozial Schichten duerzegoen. Nach en aneren ass deen, op verschiddenen Altere méi spezifesch duerzegoen. Do hu mer mat Initiativen, wéi zum Beispill Kulturpass- oder Jugendpass-Saachen, déi amgaange sinn, ze entsoen oder ugeduecht ze ginn, villen schonn amgaangen doriwwer ze denken.

Mir hunn, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, mengen ech, net méi ganz vill Bedarf, bis op eenzel Plazen - ech schwätzen elo vum dezentralen Niveau -, bis op eenzel gewësse Strukturen, déi ech och op engem nationale Plang wichtig gesinn. Do si fir mech och weiderhi Strukturen fir déi Jonk ganz wichtig. Dir wësst, datt dat ee vun den Akzenten vum Carré Rotonde respektiv vum de Rotonden ass.

Mä ech mengen, datt et an Zukunft vill méi drop ukënnt, fir an den Inhalt, an d'Kreatioun ze investéieren, an net esou an de Steen. Et ass fir mech - an dat hunn ech och an der Regierungserklärung dätlich wellen thematiséieren - wichtig, elo méi op der Säit vun der Nofro wéi op där vun der Offer ze agéieren. Datt si Saachen, déi mer eis, mengen ech, mussen zu Härzen huelen.

Dir Dammen an Dir Härren, et sinn hei Saachen ugeschwat ginn. Ech hu se ganz kuerz beäntwert gehat: dat wäisst Buch vun '98, et ass geschwat gi vun där Etüd, déi 2005 vum Ministère gemaach gi war. Dat war eng quantitativ Erheiwung, déi einfach opgezielt huet, wat et vu kulturellem Infrastrukturubebuet uechtert d'ganz Land gëtt. Dir hutt et scho gesot: Dat ass impressionnant. Dat war am Fong geholl dat, wat do drastescht. A vill aneres net. Dat ass evident, datt doraus nach méi ervirgaangen ass, wat mer virdru wossten. Fir verschidde Saachen hu mer eng ganz flott a komplett Offer, déi net nach vun den Haiser aus muss ausgedehnt ginn, fir nei Haiser ze schafen. Ech mengen, dat ass eng evident Konklusioun, déi doraus erausgaangen ass.

Da well ech awer just soen - Dir hutt geschwat vu Centres d'animation culturelle -: Et sinn nëmmen där Leit, déi op dräi verschidde Plaze sëtzen. Datt ass e Service, wéi datt sech genannt huet, an ech géif gär Är Meinung dozou heieren. Dat kënne mer roueg an der Kommissioun eng Kéier maachen. Ech kéint mer virstellen - mat där Entwécklung, déi um regionale Plang an deene leschte Jore war -, datt een net méi onbedéngt déi Leit muss op dräi verschidde Plaze sëtzen hunn, mä datt een och do méi Synergie kéint schafen, wann ee se op enger Plaz zesummesetzt, well se dann zesumme kënne sech besser an an opdeelen, fir weider ze incitéieren an d'Gemenge an hirer kultureller Missioun ze begleeden.

Well ech sinn der Meinung an der Iwwerzeugung, datt d'Gemenge, och wann d'Kultur net zu hiren obligatoresche Missioun gehéiert, allerdéngs awer och eng Aufgab hunn op deem Plang, fir Kulturförderung bei hinnen ze maachen. Dat geet op vill Aart a Weisen, déi méiglech sinn. Dat muss, nach eng Kéier wéi gesot, net sinn, andeem ee permanent deier Centre-culturellen oder -polyvalenten opriicht, mä andeem ee ka ganz vill Programm maache mat... - wann een esou vill Sue géif huelen, wéi een an d'Haiser stécht, wéi een an d'Gebai, de Bau stécht - ...do kéint een extrem vill dobäi maachen.

Insgesamt also..., bon, dann ass nach de Pacte culturel ugeschwat ginn. Wat am Pacte culturel steet, ass eigentlech eng Beschreiwung vun deem, wat do war a wat do ass. Verschidde Saachen hu si erëmgeholl, déi souwiesu amgaange waren. Datt ass ganz flott do beschriwwen, ganz flott do beienegeschriwwen ginn. Et sinn och Leit, déi dat geschriwwen hunn, déi och ganz gär e Livre blanc geschriwwen hätten. Ech war ëmmer der Meinung, déi Suen, déi ee géif drasteschen, fir engem Consultant eppes ze schreiwen ze ginn, kann ee gradesou gutt an de Secteur stiechen. Fir mech ass dat jiddefalls méi wichtig.

Et steet an der Regierungserklärung dran, datt mer e Forum de la culture - oder des cultures - wëlle maachen, wat selbstverständlech eng breet Participatioun verlaangt a wat selbstverständlech fir mech och eng Participatioun ass vun de politesche Parteien, fir do mat do ze sinn. Ech si frou iwwer all Input, dee kéint, virdrun oder do op där Plaz. Mir kënnen eis och ganz gär nach eng Kéier - wéi gesot - an der Chamberskommissioun iwwert déi Saachen ennerhalen, wann dat gewënscht ass.

Ech muss insgesamt soen, datt vun deem, wat gesot a gefrot ginn ass, Dir selwer festgestallt hutt, datt dat Meescht do ass an datt dat an der Regierungserklärung steet, esou datt mer hei eigentlech eng Heure d'actualité hunn iwwert d'Regierungserklärung, iwwert dat Kapitel. Dat ass ganz flott. Wat...

► M. le Président. - Madame Ministre, erlaabt Dir, datt den Här Angel lech eng Fro stellt?

► Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture. - Jo.

► M. Marc Angel (LSAP). - Ech soen lech Merci fir all déi Erklärungen. Ech hunn lech och fläisseg nogelauschert. Ech kann lech och an allem praktesche Recht ginn, wat Der sot. Ech mengen och, dass mer net esou wäit ausernee leien alleguer, wat dee Plan de développement culturel ass. Am Regierungsprogramm steet jo kloer, et soll vun den Instituts culturels ausgoen. Mä...

► Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture. - Et soll fir d'Instituts culturels sinn...

► M. Marc Angel (LSAP). - Jo, si ginn als „Service provider“ definéiert fir d'Acteuren a fir déi regional Kulturacturen. Dofir, mengen ech, leie mer net esou wäit ewech.

Ech wollt awer froen: Dee Plang, wéi Dir en da gesitt am Regierungsprogramm, sinn do d'Travailé schonn ugaangen? Oder wëllt Der dat an dee Forum des cultures, deen Der wëllt organiséieren, mat abannen? Hutt Der schonn en Zäitplang oder hutt Der schonn eng liddi ganz konkret, wéi dat soll lafen?

An eng lescht Remarque wollt ech mer erlaben: Ech fannen dat ganz gutt, dee Forum „Culture“. Ech hu vun États généraux geschwat oder vun Assises de la culture. Ech wollt just drop opmierksam maachen, wa mer dat Forum „Culture“ nennen, kéint et zu enger Verwiesslung komme vun deem Grupp, vun deene Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech jo och „Forum culture(s)“ nennen. Ech wollt just do, dass mer oppassen, dass mer do net zu Verwiesslung kommen. Et ass e klengen Hint, deen ech lech wollt ginn. Mä wéi gesot...

► M. le Président. - Här Angel, ech mengen...

(Hilarité et interruption)

► M. Marc Angel (LSAP). - ...wa mer kéinte konkret...

► M. le Président. - ...an hei kéint eng zweet Interventioun...

► M. Marc Angel (LSAP). - Ech hunn d'Ministesch konkret gefrot, wou se dru wär mat deem Plang.

Merci.

► M. le Président. - Jo, elo kritt d'Ministesch d'Wuert.

(Interruptions)

► Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture. - Mir wäerte sécherlech kee Sträit kréien iwwer den Numm, deen een esou enger Saach soll ginn. Dat ass deen allerlannst Problem, do gi mer ganz sécher eens. Wat de Plan de développement pluriannuel vun de Kulturinstitute ubelaangt, esou ass dat natierlech eng Saach, déi hir legal Missiounen ugeet. Dat heescht, déi Missiounen, déi se hunn, d'Ausféierung dovunner, wéi kann een dat virundreiwen? Muss ee vläicht och déi eng oder déi aner Missioun bäiginn? Ass eng net méi néideg?

Et ass an där doter Aarbecht, wou mer dru schaffen. Dat ass also eng - wann een esou wëllt - quasi intern Aarbecht fir d'Eischt emol vun den Institute an dem Ministère als solchen, wou natierlech amgaangen ass, de Brainstorming gemaach ze ginn dervun.

Voilà, fir de Rescht, Här President, soll ech op d'Motioun agoen oder...?

(Interruptions)

► M. le Président. - Den Auteur, den Här Adam, wollt nach eppes zu senger Motioun soen. An d'Madame Polfer wollt och eppes derzou soen. Ech géif proposéieren, wann Der elo mat Är Interventioun fäerdeg sidd, da géife mer zur Motioun kommen. Da géif ech fir d'Eischt dem Auteur vun der Motioun, dee gefrot huet, nach eppes ze compléieren, nach eng Kéier d'Wuert ginn. Da kënnen déi jeeeweileg Fraktiounen dozou Stellung huelen a bien entendu och d'Regierung.

Här Adam, da géif ech lech bieden. Madame Minister, ausser Dir wäert nach net fäerdeg mat Är Interventioun? Dir sidd? Okay! Da kéint elo den Här...

► Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture. - Ech stelle fest, datt d'Leit alleguer gesot hunn, datt d'Regierungserklärung um Punkt vun der Kulturpolitik ganz gutt wär. Dat freet mech selbstverständlech.

► Une voix. - Et ass ee vun deene rare Punkten, Madame Minister.

► M. le Président. - Sou, da kritt elo den Här Adam als Auteur...

(Interruption)

...vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert.

Motion 1

► M. Claude Adam (déi gréng). - Merci, Här President. Hei sinn e puer Saache gesot ginn, déi ech eigentlech net kann esou am Raum stoe loosseen. Et ass jo esou, wann een eppes seet an et gëtt een net richtig verstane, dann ass dat e Kommunikationsproblem. Dat läit un deem, deen et gesot huet, oder et läit un deem, deen net nogelauschert huet, an am schlechteste Fall un deenen zwee.

Ech wëll da mäin Deel derzou bäibréngen. Also, wat hei ugeklungen ass, mir géifen antriede fir e staatechen Dirigismus an der Kulturpolitik, mam beschte Wëllen, dat ass net gréng Intention, dat ass op kenger grénger Mëscht gewuess an och net op

menger. Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir eng Politik ze ennerstetzen - wat d'Madame Minister eigentlech och ëmmer ennerstetzt huet -, datt mer déi verschidden Acteuren um Terrain zesummeeféieren an datt mer deenen d'Méiglechkeet ginn, fir zesummenzeschaffen, an och se anzebeziehen, wa mer eppes ausschaffen, wat d'Entwécklung vun der kultureller Landschaft betrëfft.

Also ganz kloer: Staatechen Dirigismus gëtt vun der grénger Partei zu kengem Moment gefrot. Och net vu mir. Do sinn ech dann - wann ech et op mech huelen - falsch verstande ginn. Ech liesen dat och net an där Motioun, déi ech geschriwwen hunn.

Dofir sinn ech e bësschen erstaunt, virun allem och iwwert d'Ausféierung vun der Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Ech kommen net derlaanscht, d'Gefill ze hunn, datt d'Vertriederin vun der CSV sech am meeschten un deene Saache gestouss huet, déi mer aus dem Regierungsprogramm entlieh hunn. Dofir ass am Fong geholl och d'Ausso vun der Madame Minister méi eng kooperativ wéi déi vun der CSV-Vertriederin.

Wa gesot gëtt, déi gréng géife wëlle Politik mat der Kultur maachen, well ech soen: Hei an deem Haus gëtt an eisen Aen net ze oft an ze vill iwwer Kultur diskutéiert. Ech fannen dat eng gutt Saach, datt mer emol eng Kéier iwwer Kultur hei an deem Haus diskutéieren. A wann dat dann e bësse kontrovers gëtt, da freet dat mech souguer och. Och Kultur ass politesch. Do solle mer eis näischt virmaachen. Selbstverständlech ass et och un der Politik, fir heiansdo kulturell Themen ze diskutéieren an ze debattéieren. Datt dat de Mëtteg hei de Fall war, dat ass eppes, wou ech absolut derzou stinn.

Dofir nach eng Kéier: Déi Motioun hei..., dee Virwurf, deen ech am éischten Akzeptéieren, ass dee vun der Madame Minister, déi seet: „Do sinn eng ganz Rei Saachen, déi am Regierungsprogramm sinn.“ Et ass och esou, datt dat vun deem Programm pluriannuel aus dem Regierungsprogramm ass. An de Sënn vun der Motioun ass am Fong geholl, fir deem Programm pluriannuel Liewen ze ginn, andeems mer op eng Rei Saachen oppassen. Zum Beispill: d'Acteure vum Terrain mat abezéien. Zum Beispill: déi Recommandatiounen, déi mer hunn, mat abezéien. Zum Beispill: kucken, wéi de Ministère équipéert ass, an esou weider an esou virun. Esou datt ech..., gutt.

Wann d'Majoritéit meng Motioun net wëllt stëmmen, dann akzeptéiere mer dat. Ech maachen nach eng Kéier e waarmen Appel. Ech hunn - wéi gesot - just mat enger Ennerschrëft ofginn. Ech hunn awer och déi fënnf Ennerschrëfte vun menger Partei. Also, ech iwwerlosse et dann elo dem heijen Haus hei, fir ze kucken, wéi mer mat där Motioun virginn.

Merci.

► M. le Président. - Jo, Merci dem Här Adam. Zu der Motioun huet d'Wuert gefrot d'Madame Mergen...

► Une voix. - D'Madame Polfer war vir.

► M. le Président. - ...oder d'Madame Polfer.

► Mme Lydie Polfer (DP). - Här President, ech wollt am Fong ganz einfach proposéieren, datt mer déi Motioun do an d'Commission de la Culture huelen. Well et ass esou vill dran, a wat wäert ass, an dofir ass déi Debatt ganz gutt gewiescht, datt ee sech méi intensiv dermat auserneeetzt. D'Madame Minister sot: „Ech kéint elo laang heiirwuer schwätzen.“ Datt et elo hei net de Moment ass, mä datt mer awer eng Kéier méi laang doriwwer schwätzen, géif ech op alle Fall ganz ubrechtt fannen. An dofir hätte mer deen anere Problem dann och geléist: derfir oder dergéint. Mir sinn alleguer fir eng Aktioun fir eng besser, also fir méi Kultur, fir méi Leit erunzeziehen. Hei sinn eng Rei Pisten. Mä et stinn awer och nach Fragezeichen. Dofir géif ech proposéieren, mir solle se an d'Kulturkommissioun verweisen.



► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Dozou d'Madame Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Jo, ech géif soen, wann ech elo... Ech hat virdu meng Zäit iwwerschrott, dofir géif ech dann elo wëllen op d'Motioun zrëckkommen. Ech mengen, bei de Considérant s'inn notament deen zweeten an deen drëtten Considérant, mat deene mer net d'accord sinn, a bei den Invité si mer der Meinung, dass dat Allermeescht am Regierungsprogramm steet, esou wéi d'Madame Minister et och scho gesot huet.

Dofir: Ech fannen déi Iddi vu Kulturassise ganz flott. Wann weess ech net, awéiwäit dass déi Kulturassise mat där Motioun hei zesummenhängen. Dofir géif ech net wëssen, wat mer an der Kulturkommission nach sollten diskutéieren, well de Reglementprogramm hu mer schonn eemol diskutéiert. Da géife mer deen nach eng Kéier diskutéieren! Ech géif au contraire virschloen, dass een effektiv iwwer Assises culturelles hei an deem Land schwätzt. Mä d'Motioun - esou, wéi se hei ass - gëtt dat net hier.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert gefrot.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, ech wolt mech eigentlech der Proposition vun der Madame Polfer uschléissen. Well ech fäerten erëm ganz, wa mer elo hei iwwert déi Motioun ofstëmmen, da risquéiert se, definitiv fort ze sinn. Dann ass och den Débat iwwert den Inhalt vun där Motioun definitiv ofgeschloss. Dat war awer ze schued, géif ech mengen. Et war schonn derwaert, iwwert déi Propositionen, déi an där Motioun hei drastinn, och iwwert d'Ensetzung vun dem Regierungsprogramm, eng seriö Diskussioun ze féieren, un alleréischter Stell an der Kulturkommission an dann eventuell hei och nach eng Kéier am Plenum.

► **M. le Président.** - Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturministesch.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Merci, Här President. Ech géif virschloen, mir kéinten eppes maachen, wat deenen zwou Säiten allen zwou Recht gëtt a Rechnung dréit. Nämlech: Wa mir Assise maachen, mussen mer entweder 80 Deeg laang schwätzen, well esou vill leeft an der Kultur, fir kënnen doriwwer ze schwätzen. Oder mir deelen et op verschiddenen Themen op. Deenen thematische Pistien no kéint ee ganz gutt a ganz gar an der Kommission eng Kéier d'Wuert ergräifen an dozou méi Saache soen, andeem een, wéi gesot, entweder de Strukturen oder den Inhalter no dat strukturiert ugeet. Dofir sinn ech souwiesou ganz d'accord an ëmmer zur Verfügung vun der Kulturkommission, fir mat der Presidentin zesummen den Ordre du jour ze fixéieren, mat all deene Saachen, wou selbstverständlech d'Deputéiert gär wëllen doriwwer schwätzen. Dat ass evident. Dat ass en normal parlamentaresch Verständnis.

► **M. le Président.** - Jo, also ech hunn elo zwar net honnertprozenteg richtig verstane.

(Hilarité)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Also kënnen mer roueg an der Kommission déi Saachen uschwätzen. Well mer souwiesou, mengen ech, mussen thematesch virgoen.

► **M. le Président.** - Dat heescht, dat heescht...

(Interruptions)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Dat eent sinn d'Assisen, wou mer net kënnen ganz maachen.

► **M. le Président.** - Ech géif lech elo bidden, nozelauschteren. Dat heescht, d'Madame Minister ass d'accord, dass déi Motioun an d'Kulturkommission kënn. Ech hunn d'Impressioun, dass Der net...

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - ...datt eng generell Diskussioun doriwwer kënn, iwwert déi Thematiken, déi ugeschwat sinn, absolut.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Nächste Punkt!

► **M. le Président.** - Kënnen mer dann iwwert déi Proposition ofstëmmen?

Vote

Wien ass also d'accord, dass déi Motioun an d'Kulturkommission geet?

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

► **Une voix.** - Neen, neen, neen, d'Madame Stein ass net averstanen.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Et ass d'Unanimité. Domadder géif déi Motioun an d'Kulturkommission verwise ginn.

Mir kommen dann elo zur Interpellation vum Här Félix Braz iwwert d'Videowachung. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo geschrivven: déi Häre Roth, Bettel, Haagen, Gibéryen, Hoffmann, an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellation, den honorablen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - Merci, Här President. Wéi de Minister Biltgen virdu bei der Heure de questions scho gesot huet, schwätze mer haut am Prinzip net iwwert déi privat Vidéosurveillance, wou d'CNPD d'Kontroll mécht an net d'Regierung direkt.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dat ass och wuel e Sujet, dee mer an der Chamber eng Kéier wëlle verdéieren. An der leschter Intérieurskommission war dee Wunsch geäussert ginn, fir mat der Commission juridique eng Kéier zesummenkommen a mat der CNPD, fir och dee Volet do eng Kéier méi seriö ze belichten. Well et gëtt ganz vill Kameraen uechter d'Land opgestallt, aus Grënn, déi mam Schutz vun privaten Intérêt ze dinn hunn. Dat leeft och grosso modo no de Regeln, déi mer am Gesetz vum 2002 hunn.

Mä haut, wéi gesot, ass de But vun der Interpellation vun der grénger Fraktioun net déi privat motivéiert Kameraen, mä eenzeg an eleng déi Kameraen, déi vun der Police opgestallt gi sinn an déi mam Numm Visupol besser bekannt sinn, an ech wëll och probéieren, déi zwou Diskussiounen net ze vermischen.

Et geet also ëm d'Kameraen vun der Police am öffentliche Raum. An déi Kameraen, déi hunn eng laang legal Geschicht, eng komplizéiert legal Geschicht. Déi ware bis virun nach net allze laangem juristescht hei am Land net virgesinn. Déi legal Geschicht geet zréck op d'Datenschutzgesetz vum Joer 2002, wat am Juli 2007 geännert ginn ass um Artikel 17, fir e Punkt D bäizesetzen, deen eben expressis verbis déi Vidéosurveillance virgesäit. Kuerz drop, op den 1. August, ass schonn en éischte Règlement grand-ducal geholl ginn, deen d'Regle vun der Vidéosurveillance à fins policières festgeluecht huet. An de Mount drop, de 27. September vum selwechte Joer 2007, huet e Règlement ministériel déi Kéier déi eenzel Zone festgeluecht. Dat waren deemools dräi Zonen, déi déi alphabetesch d'Nimm A, B an C droen. Dat sollt fir zwee Joer sinn. Also bis an den Oktober 2009, wou och da kuerz drop nach en neie Règlement ministériel komm ass um Datum vum 10. November, fir nach eng weider Zon bäizehuelen, eng véiert Zon mam Numm D. An dat Règlement gëllt zënter dem November 2009 fir e ganz Joer, ass also op den Datum vum 10. November vun deem Joer dann net méi en vigueur an et misst also virdu an eng Décisioun geholl ginn, wéi mer mat deem Visupol-System hei zu Lëtzebuerg weiderfueren.

Et ass also eng relativ komplizéiert legal a reglementaresch Geschicht gewiescht. Dat och fir ze soen, dass dat heite keng Matière ass wéi generell d'Matière vun Date-

schutz, déi an Europa, well hei si ganz vill europäesch Direktiven, déi eis Gesetzgebung beaflosst hunn. Mä och hei zu Lëtzebuerg ass dat keng Matière, déi lichtfankeg géif ugepakt ginn, wou schonn, mengen ech, probéiert gëtt, wat déi legal a reglementaresch Situatioun betrëfft, propper a korrekt ze schaffen.

Wat hu mer dann haut u sech vu Situatioun? Ech klameren elo mol déi Zon D ronderëm de Stade Josy Barthel e bëssen aus, well déi jo méi, soen ech emol, mat der UEFA ze dinn huet wéi mat der Stad Lëtzebuerg. Déi ass eigentlech nëmme dann noutwendeg, wann och e Match stattfënt am Stade Josy Barthel, wou eben dann eng Rei Regele vun der UEFA gëllen.

Mä an deenen aneren dräi Zonen hu mer also zënter dem 12. November, wou dat a Betrib geholl ginn ass vum Joer 2007, dräi Zonen als Pilotprojet a Betrib geholl, deen dann eben och um Enn vu senger Vierkung soll e Bilan kennen.

Déi dräi Zonen hunn en Total vu 74 Kameraen. Dat sinn deels dräi Dome-Kameraen, mä och där sougenannte Fix-Kameraen. 45 dovou stinn an der Zon A. Dat ass Lampertsberg a Glacis. Dat ass déi héchsten Zuel vu Kameraen an där doter Zon. Et ass awer net déi Zon, wou am meeschte lass wier. Dat ass ouni Zweifel d'Zon C vun der Gare, wou 14 Kamerae stinn. An da stinn och nach eng Kéier 15 Kameraen an der Zon Zentrum. Dat ass dee Beräich ronderëm den Aldringer.

D'Gare ass, wéi gesot, ouni Zweifel de Schwéierpunkt vun den Aktivitéiten, déi do constatéiert ginn. Déi Kameraen, déi sinn och kenntlech gemaach. Déi sinn allgüert mat engem Panneau gekennzeechent. Esou dass déi Leit, déi sech an der Zon vun de Kamerae bewegen, am Kegel vun der Kamerae bewegen, wëssen, wa se d'Aen e bëssen an d'Luucht hiewen, dass se an eng Zon si mat Vidéosurveillance. An et gëtt och nach extra opgepasst vun deene Leit vun der Visupol, dass ee wierklech just probéiert um Niveau vum Buedem, vum Rez-de-chaussée, wann een esou wëllt, d'Kamerae filmen ze loosse, doduerch dass en elektronesch Masquage gemaach gëtt fir all déi Elementer am Bild, déi doriwwer erausginn.

Déi Kameraen, déi ginn natierlech net just lafe gelooss, fir dass Saachen opgehele ginn. Et gëtt och Leit, déi déi Biller live kontrolléieren. Dat ass, wat d'Police nennt de Flagent. Dat ass vu moies siwe bis owes siwen, do sinn am ganzen néng Opérateuren, déi sech hanner deene Schiermer ofléisen. Nuets, also vun acht bis siwen Auer moies, ginn déi Biller enregistriert. Wat och am Dag de Fall ass, mä do setzt keen Opérateur bei de Schiermer. An da gëtt, en cas de besoin, opgrond vun de Rapporten aus der Nuecht, probéiert e Retraçage hierzustellen.

Déi néng Opérateuren, dat sinn der net vill. Dat sinn an der Haaptsaach vläicht souguer exklusiv fréier Leit vun der WSA, déi do eng weider Aarbecht fonnt hunn. Et sinn allerdéngs keng veredeegte Leit, wat fir eis als gréng Fraktioun nach ëmmer e Problem duerstellt. Net dass mir géife verlaangen, dat misste Leit aus der uniforméierter Police sinn, net dass mer géife verlaangen, dat misste veredeegte Polizisten sinn, mä et mussen awer eiser Meinung no ganz kloer Leit sinn, déi en Eed ofleechten.

D'Formation, déi se haut kréien, déi schéngt an der Rei ze sinn. Mä et ass fir eis awer och genauso wichteg, dass an där doter Kette vun der Aarbecht vun der Visupol do net dierf een Element sinn, dat net mat veredeegte Leit géif erfüllt ginn. Dat ass eiser Meinung no dee falsche Wee.

Alles dat hu mer och net fir den Nulltarif kritt. Alles dat ass deier. Reng d'Installation vum Geschier kascht laut mengen Informatiounen eppes méi wéi 2,1 Milliounen Euro. 2,1 Milliounen Euro hunn déi Installatiounen kascht. Do kommen dann nach aner Käschten derbäi, déi mam Entretien vun de Lokaler ze dinn hunn, mam Entretien vun de Kameraen an natierlech déi néng Salarien vun den Opérateuren. Et ass also schonn e Käschtepunkt, deen ee ka géintwuerstelle mat anere polizeileche Möglichekeeten, wou een dann och vläicht beim Bilan och -ech kommen duerno nach dozou - dat ka géintwuerstellen.

Déi Kamerae sinn och net dat Eenzege, wat an de leschte Jore geännert huet. Mir hunn an der leschter Legislaturperiod eng ganz Rei vun zousätzlechen Instrumenter agefouert fir d'Police. D'Kamerae si just eent dovun. Et sinn ënnert dem Justizminister Frieden eng ganz Rei vu weidere Gesetzger gemaach ginn, déi jo - et kënnen sech déi Kolleegen, déi deemools schonn derbäi waren, hei gutt drun erënneren, dass do ëmmer ganz restriktiv Texter kommen si vun der Regierung vum Här Frieden.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng), interpellateur.** - A wann do d'Chamber an och de Statsrot hir Aarbecht net gemaach hätten, hätte mer op all deenen Instrumenter, déi d'Police derbäi kritt huet, eng ganz kloer Schifflag kritt an der Ofweigung tëschent de Sécherheetsbesoinen an awer och dem noutwendeg Schutz vun der Privatsphäre a vun de Grond- a Mënscherechter. D'Chamber huet hir Aarbecht gemaach. An ech mengen, dass déi Instrumenter, déi mer deemools der Police ginn hunn, och nëmme doduerch konnt en équilibréiert Instrumenter sinn, dass mir déi Politik vun der viregter Regierung op där doter Fro als Chamber ganz enk suvéiert hunn a ganz aner Équilibrium drabuecht hu wéi déi, déi am Regierungstext dra waren.

Firwat huet déi gréng Fraktioun eng Interpellation dozou gemaach? Ma et ass ganz einfach. Dee Projet huet, wéi gesot, am November 2007 säi Laf geholl als Pilotprojet. An et war kloer virgesinn, dass ee géif e Bilan vun deem Projet do maachen. An der Haaptsaach um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, déi jo bis dohin a bis haut déi eenzeg betraff ass. Mir hunn allerdéngs festgestallt, dass am November 2009, also virun engem hallwe Joer, de Minister nach déi véiert Zon mat bäigeholl huet. Déi Zon D, wat also eng Erweiderung vum System war, ouni dass dee Bilan do öffentlech diskutéiert gi wier. An dat war fir eis de Grond fir ze soen - ouni domadder ze soen, dass déi Zon D vum Josy Barthel elo eng Saach sollt gewiescht sinn, déi net hätt solle sinn. De Stater Comité de prévention locale hat och do säin „go“ ginn. Ech mengen och, dass keen e gréisser Problem huet, dass ee während dem Match um Barthel do aner Regele gëlle léisst. Mä wou mer awer e Problem hunn, dat ass, wann ee géif an Zukunft nach eng Kéier iwwer Extensiounen oder Verlängerungen diskutéieren, ouni dass en öffentliche Bilan, e politesch Bilan dovunner gemaach gëtt.

Och wann deen am Règlement grand-ducal net virgesinn ass, mä dat ass net relevant. Relevant ass, dass et eng gesellschaftlech Fro ass, déi net vun der Regierung eleng kann tranchéiert ginn. Et ass eng Fro, déi d'Chamber interesséiert. D'Gesetz, op där Grondlag déi Reglementer geholl gi sinn, ass vun der Chamber gemaach ginn. An ech mengen, dass d'Chamber duerchaus do wëllt matschwätzen, wéi an Zukunft den öffentliche Raum mat Kameraen iwwerwacht gëtt oder net.

Et ass awer och fir eis kloer, ech wëll dat och der Regierung zu Protokoll ginn: Hei ass fir eis an der Aarbecht vun der Visupol kee Problem vu Legalitéit. Mir wëlle kengem ennerstellen, dass hei Gesetzger oder déi geltend Reglementer net beuecht gi wieren. Opgrond vun den Informatiounen, déi mer hunn, menge mer, dass hei sech probéiert ginn ass, un d'Reglement propper a korrekt ze halen. Et si souguer eenzel Saache gemaach ginn, déi am Règlement, wéi gesot, net virgesi waren. Wéi zum Beispill de Masquage, deen elektronesch Masquage vun enger Rei vu Biller. Et ass also elo do net de Reproche vun engem Verletze vun der Legalitéit.

Mä wat eis interesséiert, dat ass de Fong. De Fong vun deem, wat mer mat deene Kamerae bezeecken, well Kamerae sinn in Instrument wéi all déi aner Instrumenter vun der Police. Et bleift ëmmer en Instrument, wat sech doduerch ennerscheet, dass all d'Leit erfaasst ginn, an net just déi gezielt probéiert ginn ze erfassen, vun deenen een zumindest vermutt, dass se sech eppes zu Scholde komme gelooss hunn.

Et ass ëmmer d'Saach vun der Verhältnis-méissegkeet. Déi Diskussioun hate mer jo och scho bei anere Projets de loi, wou et

Luxembourg, le 5 juillet 2011



lm/cf/mma

Madame Martine Mergen
Présidente de la Commission de la Culture

Madame la Présidente,

A l'approche de la fin de la session parlementaire 2010-2011, je tiens à vous rappeler mon courrier du 3 mai 2011 par lequel je vous avais informé que la Conférence des Présidents, au vu des nombreuses motions et résolutions figurant au rôle des affaires de la Chambre des Députés, avait décidé qu'il y avait lieu de saisir toutes les commissions parlementaires afin d'évacuer dans un délai raisonnable les motions et les résolutions renvoyées en commission.

Dans ce contexte, les Membres de la Conférence des Présidents ont déposé en date du 26 mai 2011 la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés – N°6289, qui prévoit que lorsqu'une motion ou une résolution est renvoyée en commission elle doit être mise à l'ordre du jour d'une séance publique endéans les trois mois.

Il serait dès lors utile que d'ici la rentrée parlementaire 2011-2012, les commissions parlementaires analysent quel sort sera réservé aux motions et résolutions dont elles sont saisies afin d'épurer le rôle des affaires, d'une part, des motions et des résolutions qui seraient caduques et, d'autre part, de discuter et de mettre à l'ordre du jour d'une séance publique celles qui seraient d'actualité. Lorsqu'une motion ou une résolution est renvoyée à plusieurs commissions il y a lieu de désigner une commission qui assurera le suivi administratif.

Afin de faciliter les travaux au sein de votre commission parlementaire, un relevé des motions qui ont été renvoyées à votre commission est joint à la présente.

Je vous saurais gré de bien vouloir m'informer des suites que votre commission aura réservées aux motions et résolutions dont elle est en charge.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments très distingués.

Laurent Mosar
Président de la Chambre des Députés



Motions et résolutions renvoyées à la Commission de la Culture

Type	Auteur	Intitulé	Cadre	Date dépôt	Date dernière activité	Session dernier événement	Commission
Motion	Monsieur Adam Claude	Elaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel avec différents acteurs du secteur artistique et culturel	Heure d'actualité : 2000	08.06.2010	08.06.2010	2009-2010-O	Culture

05.07.2011